Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Macron : Un pas en arrière pour continuer sa politique de barbarie sociale !

Travailleurs, Gilets Jaunes, Lycéens, Étudiants, Retraités,

Ne rien lâcher !

Le gouvernement Macron révèle sa faiblesse devant la détermination des masses populaires mobilisées autour des "Gilets jaunes": après avoir joué le pourrissement et l'autorité, Macron est contraint de faire amende honorable. C'est bien peu, mais c'est un premier recul. Il en appelle d'autres, à condition que le mouvement ouvrier organisé fasse sa jonction avec le mouvement largement spontané qui s'est développé.

Insupportable capitalisme

Ce que révèle le mouvement de révolte en cours, c'est le caractère insupportable du capitalisme où une petite minorité s'enrichit sur le dos de l'immense majorité du peuple travailleur, parce que la minorité possède les entreprises, les banques, les grands commerces, et que la majorité - les travailleurs manuels et intellectuels, la paysannerie laborieuse, mais aussi la masse des PME - travaille pour elle ! Pour s'enrichir encore plus, cette minorité recourt à la spéculation, à la fraude fiscale, à l'exportation légale ou illégale des capitaux vers des paradis fiscaux, comme en témoigne l'affaire Carlos Ghosn après de nombreuses autres. Rappelons que dans les six derniers mois, deux ministres ont dû quitter le gouvernement et que le secrétaire général de l'Élysée fait l'objet d'une enquête ! Mais surtout, cette minorité qui possède les capitaux s'attaque aux conquêtes sociales, au droit à la santé, à l'éducation, au logement. Elle trouve que les chômeurs touchent trop, que les travailleurs doivent travailler plus et plus longtemps, que les retraités coûtent cher et qu'ils sont privilégiés. Mais elle trouve parfaitement normal que les possesseurs de fortunes soient exonérés pour diverses raisons, que les entreprises n'aient plus à payer les cotisations sociales et qu'elles reçoivent les aides publiques !

Qui est violent ?

C'est ce que confirme le discours de Macron du 10 décembre 2018 : une longue introduction sur la violence contre les biens et la propriété (position typiquement bourgeoise), contre la police. Mais rien contre la violence de classe permanente contre le peuple-travailleur, pour défendre les profits capitalistes ! Rien contre l'appareil policier qui traite nos enfants comme des criminels, qui viole les libertés démocratiques en entravant et en empêchant le droit de manifester, d'occuper les entreprises, de circuler.

Qui est violent ? Celui qui amène des lunettes ou des gants à une manifestation pour se protéger des gaz lacrymogènes, ou des policiers qui ouvrent des sacs, perquisitionnant sans mandat judiciaire, et confisquent ce qui peut protéger de leur violence ?

Qui est violent ? Celui qui vient manifester avec ses signes de reconnaissance, ou des policiers qui considèrent tout manifestant potentiel comme délinquant ?

Qui est violent ? Ceux qui refusent l'iniquité et veulent imposer leur droit de manifester, ou un gouvernement qui à la suite du gouvernement Hollande pendant l'état d'urgence, laisse faire les dégradations et les exactions, s'attaque aux seuls manifestants désarmés pour les amalgamer aux casseurs et tenter de les isoler de l'opinion publique ? Rappelons aussi que l'actuel Président de la République utilisait son ami Benalla pour mater les manifestants du 1er mai, lui qui veut donner des leçons et utiliser la menace en particulier contre les lycéens !

Les clefs de la victoire

Soyons clairs : on ne gagnera rien contre la bourgeoisie, et au contraire on risque d'isoler le mouvement, en s'attaquant à des magasins, à des succursales bancaires, à l'Arc de Triomphe, ou en brûlant des voitures ! Les concessions macroniennes ne sont pas le résultat des actions imbéciles de ceux qui "*n'aiment pas la police*", mais de la détermination des Gilets Jaunes, de leur inflexibilité, du fait de la participation de travailleurs et de travailleuses, de sans-emplois, de retraités et du ralliement d'organisations entières de la CGT au mouvement, protestant contre la direction confédérale qui déshonore leur organisation en signant un communiqué commun avec la CFDT, qui fait l'apologie, du "dialogue", saluant "*la porte ouverte par le gouvernement*" et déclarant condamner « *toutes formes de violence dans l'expression des revendications* » ! Les concessions de Macron, c'est aussi la peur de voir surgir un mouvement résolu de lycéens et d'étudiants contre sa politique de sélection sociale accrue.

… / …

web

PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France

pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov BP40084

75 862 PARIS CEDEX 18

Union de la Jeunesse Communiste

unionjc.fr

La comédie des mesures en trompe-l'œil

Par la contre-violence de leur mobilisation et de leurs manifestations, malgré la police et la propagande catastrophiste déversée à longueur de journée, les Gilets Jaunes, les travailleurs en grève, les lycéens ont imposé à Macron le discours du 10 décembre, lui qui affirmait péremptoire "*on ne peut faire autrement*", "*on maintient le cap*". Aujourd'hui, il nous débite une tirade de comédien dans la grande scène du troisième acte du théâtre classique ! Il s'excuse d'avoir été arrogant ! C'est son problème.

- Il confirme la suppression des taxes : on n'était donc pas à la veille de la fin du monde ! Mais rien sur le développement des transports en commun, sur la baisse de leur prix, sur la baisse du coût du chauffage, sur le rétablissement des APL !
- Son annonce sur ceux qui touchent le SMIC (+ 100 euros) englobe en fait les mesures qui était déjà prévues (prime d'activité) : un faux-semblant, mais qui épargnera le grand patronat sous prétexte des difficultés des PME, et qui retombera sur la partie des salariés qui payent l'impôt !
- La défiscalisation des heures supplémentaires, mais rien sur l'augmentation des salaires comme s'il était normal de faire des heures supplémentaires dans un pays où il y a autour de 10% de chômeurs !
- La suppression de l'augmentation de la CSG pour ceux qui ont moins de 2000€ de retraite, mais le maintien pour les autres, déjà frappés par le coût des transports en commun, des impôts locaux !
- Un long plaidoyer pour refuser le retour de l'ISF, qui n'aurait rien réglé ! Mais en quoi les mesures d'allègement fiscal des plus riches ont-elles apporté quelque solution que ce soit ?
- Macron le proclame : il va continuer. Une larme sur les services publics, mais il continue de réduire les effectifs ! Au contraire, réaffirmation de sa volonté d'aggraver le caractère autoritaire des institutions, de remettre en cause les allocations-chômage, le régime des retraites.
- Et à la clef une grande opération d'enfumage autour du dialogue et de la concertation en utilisant les maires. Mais depuis quand les maires sont-ils le corps intermédiaire du Président de la République ?

En fait, le gouvernement Macron veut gagner du temps, provoquer la division de ceux qui luttent, pour reprendre son offensive contre la classe ouvrière et les couches populaires dès que l'occasion se présentera.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France, appelle les travailleurs, les chômeurs, les Gilets jaunes, les lycéens et étudiants, à ne rien lâcher, et à rejoindre les mobilisations organisées le samedi 15 décembre et les jours suivants :

- **Il faut augmenter les salaires et les retraites et en particulier les plus bas d'entre eux.**
- **Il faut annuler la CSG complètement, rétablir les APL.**
- **Il faut créer des emplois dans les services publics.**
- **Il faut développer le chemin de fer, les transports fluviaux.**
- **Il faut une fiscalité plus juste en modifiant les barèmes de l'impôt, en supprimant la TVA sur les produits de consommation courante, il faut que les entreprises et leurs actionnaires payent des impôts à la mesure des profits réalisés.**
- **Il faut supprimer Parcoursup, retirer la réforme Blanquer des lycées comme celle de Vallaud-Belkacem dans les collèges. Il faut démocratiser l'accès à la connaissance et à la formation..**

Nos aspirations, nos espoirs, se heurtent au caractère capitaliste de la société et à la domination de la bourgeoisie. C'est elle la commanditaire de Macron, mais aussi du Parti Républicain, du Rassemblement National, de la Social-Démocratie, des institutions internationales, de l'Union Européenne. Il ne s'agit pas de partager, comme le prétendent la France Insoumise et le PCF.

Tant que ne sera pas organisé le pouvoir de ceux qui travaillent, la confiscation par la société du capital (usines, banques, grande distribution) et mis en place une planification centralisée, nous devrons combattre pour survivre et nous défendre, rien ne sera acquis. Chaque revendication, chaque lutte d'aujourd'hui contre la violence de classe et pour nos revendications doit être un moment pour construire l'avenir révolutionnaire qui renversera la bourgeoisie et construira le socialisme-communisme.

C'est pourquoi il faut construire un Parti révolutionnaire, c'est pourquoi nous vous appelons à adhérer au Parti Communiste Révolutionnaire de France.

Paris, décembre 2018

Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.